PP
H
32

DERNIERE HEURE

DE SEVELINGES

00102506

Rod
Fv 949.6
Sev Der
102506

00102506

Digitized with financial assistance from

H T Parekh FOUNDATION

An Initiative by HDFC WITH YOU, RIGHT THROUGH

on 27 November, 2018

LA

DERNIERE HEURE

des Turcs,

ou

RÉTABLISSEMENT DE L'ÉQUILIBRE

EN EUROPE.

102506

TRADUIT DU BARON DE B***
ci-devant Général major au service de Sa Majesté l'Empereur de Russie,

PAR M. L. DE SEVELINGES,
CHEVALIER DE L'ORDRE ROYAL ET MILITAIRE DE SAINT-LOUIS.

✣✣✣

Delenda est Carthago !

✣✣✣

LIBRARY OF THE BOMBAY BRANCH OF THE ROYAL ASIATIC SOCIETY

pp k. 32

Paris.

ÉDITIONS DU BULLETIN HELLÉNIQUE.

25, Rue Bassano

1920.

God
Fs 914.6
Ser/Des
102506

AVANT-PROPOS

En rééditant des fragments de la Dernière Heure des Turcs *ou* Rétablissement de l'Equilibre en Europe, *du baron de B..., ci-devant général major au service de sa Majesté l'Empereur de Russie, traduit par M. L. de Sevelinges, publiée à Paris en* 1828, *j'avoue que mon amour des vieux papiers et des documents oubliés n'y est pas étranger.*

Mais il y a dans ces pages des vues si justes, des jugements dont le temps à si peu affaibli la valeur, qu'il m'a paru bon d'en faciliter la lecture à mes contemporains.

Ces brochures de la Restauration sont pratiquement introuvables. Elles ont disparu comme disparaissent fatalement tous les petits écrits d'un volume trop mince pour mériter la reliure.

Le traducteur, Charles-Louis de Sevelinges était né à Amiens en 1767 *et mourut à Paris en* 1832. *Emigré pendant la Révolution, enrolé dans l'armée de Condé, il était revenu en France en* 1801.

Sous l'Empire, il se tint prudemment à l'écart de la politique et fit de la littérature. Il traduisit Werther (1804), l'Histoire de la guerre d'Indépendance des Etats-Unis *de Botta, l'historien italien, édita les* Mémoires inédits du Cardinal Dubois. *Entre temps il écrivait dans les journaux de nombreux articles de critique musicale. Au retour de la royauté, M. de Sevelinges put enfin manifester ses convictions politiques. Il écrivit la* Vie du dernier prince de Condé (1820) *et se fit remarquer par un exubérant royalisme. Cela est intéressant à noter si l'on veut pleinement apprécier son enthousiasme pour la cause grecque qui se manifeste non seulement par le souci qu'il prend de traduire la brochure du baron de B..., mais par son* post-scriptum *dans lequel il s'associe pleinement aux vues de l'auteur. La brochure originale à* 140 *pages in-8°. Nous l'avons fortement réduite en supprimant par exemple tout ce qui a trait à la guerre qu'allait entreprendre la Russie, prévisions stratégiques et autres, ainsi qu'aux plans de campagne que l'auteur esquisse pour s'emparer des Dardanelles. Ces propos d'actualité sont sans intérêt aujourd'hui. Nous avons d'autre part raccourci certains passages en éliminant les digressions inutiles.*

Au moment où la question d'Orient aurait pu être enfin réglée pour le soulagement de l'Europe, il nous a paru intéressant de montrer com-

bien peu, à un siècle de distance, les procédés de la mentalité diplomatique avaient changé. Il y a encore des Metternich et des Observateurs autrichiens, *des partisans de l'absolutisme turc, des politiciens qui ne voient que les intérêts immédiats et n'osent pas travailler pour le large avenir, préférant les fleurs du moment aux grandes récoltes de demain.*

Puissent les exemples des capitales erreurs du passé être aujourd'hui un enseignement.

René Puaux.

LA

DERNIÈRE HEURE DES TURCS.

CHAPITRE PREMIER

Lecteurs que je récuse.

Depuis sept ans tout le monde disserte, tout le monde écrit sur les affaires de l'Orient, et personne n'a encore touché le point juste. Est-ce maladresse ? Est-ce un fait exprès ? Autant l'un que l'autre ; et encore, pour l'honneur du siècle, aimerais-je mieux penser qu'il s'y trouve plus d'ignorants et de sots que d'hypocrites et de fourbes. Quant à moi, j'ai l'orgueil de croire que je sais la vérité et ma conscience me crie qu'il est temps de la dire. Mais à qui ? Au public ? Le public est un mot vide de sens. On n'écrit probablement que pour les gens qui savent lire.

Vous flatteriez-vous aussi que c'est pour vous que l'on se donne la peine de tailler une plume, ministres avec ou sans portefeuille, conseillers pri-

vés et conseillers auliques, secrétaires de chancelleries, rédacteurs de protocoles, vous tous qui croyez avoir raffermi l'axe de la terre quand vous prononcez, d'un air capable, que la conservation de l'Empire ottoman est nécessaire à l'équilibre universel ?

Excellences ministérielles, illustrissimes diplomates, ne vous refusez donc pas la douceur de nous citer le traité de Westphalie, base posée depuis cent quatre-vingts ans à cet équilibre qui est encore à trouver. Vos commis, en vous voyant si savants, vous diront que vous êtes des Richelieu, des Oxenstiern et des Chatam. Quant à moi , je vous demanderai la permission de vous envoyer faire de la charpie avec les vieilles femmes.

Je ne m'adresse qu'aux hommes qui savent, qui pensent, qui réfléchissent. Que tels grands personnages, que je nommerais bien, n'aillent pas prendre cette déclaration pour une dédicace ! leurs habits brodés, leurs décorations, leurs titres même ne m'en imposent pas : je les ai vus de trop près. Que de fois il m'est arrivé de rencontrer dans un relais de poste, dans un café, des gens qui en savaient plus que tel homme d'Etat qui entretient des espions, qui envoie des instructions chiffrées à des ambassadeurs et que tel agent diplomatique, largement rétribué, qui regarde et ne voit rien, qui écoute et n'entend pas.

CHAPITRE II

Précis de l'Histoire de la conquête de la Grèce par les Turcs.

L'auteur rappelle que les Turcs ottomans mirent le pied en Europe en 1358 et estime que cela ne serait pas arrivé si les Etats fondés dans la Palestine et la Syrie par les premiers croisés, eussent prolongé leur existence jusqu'à cette époque.

En 1453, les Ottomans prirent Constantinople. Cette conquête fut suivie de celle de la Serbie, de la Bosnie, de l'Albanie, de la Grèce et de tout le Péloponèse, ainsi que la plupart des îles de l'archipel.

Des progrès aussi rapides jetèrent l'alarme parmi les puissances chrétiennes. Dans une assemblée que le pape Pie II tint à Mantoue, il projeta une confédération générale des nations de l'Occident contre le Turc. Il allait se mettre à la tête de cette généreuse et politique entreprise, lorsque la mort le surprit à Ancône, rendez-vous général des confédérés (1464). Ses projets péri-

rent avec lui. A la honte de l'Europe, des hommes d'Etat et des guerriers montrèrent moins de résolution et de courage qu'un pontife : on croit lire l'histoire de notre siècle.

L'expérience a cependant démontré, à diverses reprises, que jamais la Porte ottomane n'a su résister à une attaque sérieuse de la part des puissances chrétiennes. Je cite de préférence la guerre qui se termina par le traité de Carlowitz (1699), parce qu'elle rentre dans mon sujet. Ces Turcs, qui se montrent aujourd'hui si opiniâtrément attachés à la possession absolue de la Morée, la cédèrent alors aux Vénitiens, qui en avaient fait la conquête. Malheureusement, la république de Saint-Marc s'endormit dans la prospérité : elle négligea de veiller sur sa nouvelle acquisition. Le Turc se jeta à l'improviste sur la Morée ; et l'Autriche, principale signataire du traité de Passarowitz (1718), pour obtenir de meilleures conditions, sacrifia les Vénitiens, ses alliés.

Depuis ce jour fatal, la Grèce, qui respirait du moins sous la domination d'une puissance chrétienne, retomba, plus à plaindre que jamais, sous le joug de ses barbares oppresseurs.

CHAPITRE III

Un mot sur cette question : *le Turc était-il réellement le souverain légitime de la Grèce ?*

L'auteur après avoir dépeint le sort misérable des Grecs pose la question de la légitimité et s'appuie sur Bossuet pour nier que le Sultan ait droit à ce titre.

Bossuet reconnaît la nécessité de la guerre et admet par conséquent le droit de conquête (1) mais aussitôt il ajoute :

« Il faut pourtant remarquer deux choses dans ce droit de conquête : l'une, qu'il faut joindre une possession paisible ; l'autre, que pour rendre ce droit incontestable, on le confirme en offrant une composition amiable.

« Ainsi, on voit que ce droit de conquête, qui commence par la force, se réduit pour ainsi dire, au droit commun et naturel, du consentement des peuples, et par la possession paisible. On présuppose que la conquête a été suivie d'un acquiesce-

(1) Politique tirée de l'Ecriture Sainte, liv. II, art. 2.

ment tacite des peuples soumis, qu'on avait accoutumés à l'obéissance par un traitement honnête. »

Je le demanderai maintenant au divan tout entier, au sultan Mahmoud, au prince de Metternich lui-même : qu'ont fait les successeurs de Mahomet II, conquérant de la Grèce, dans le quinzième siècle, pour rendre le droit du glaive incontestable ? l'ont-ils confirmé en offrant aux Grecs une composition amiable ? ce droit s'est-il réduit à celui que l'on nomme commun et naturel, par le consentement des habitants, et par la possession paisible ? les Grecs, enfin, ont-ils été accoutumés à l'obéissance par un traitement honnête ?

Loin de là, depuis trois cent soixante-quinze ans, je n'aperçois qu'oppression, violence et massacres.

Et il s'est trouvé dans les pays civilisés de l'Europe, des hommes qui n'ont pas rougi de faire abjuration publique de toute humanité, de toute raison, de tout sens commun, au point de savoir mauvais gré aux Hellènes de n'avoir pas dignement apprécié les douceurs du régime turc !

« Prenez garde ! crient les petits hommes d'Etat, les discoureurs de salons, prenez garde ! si vous niez, en Grèce, la légitimité du Turc, d'autres nieront, en Lombardie, à Venise, en Illyrie, la

légitimité de l'Autrichien ! » Les gens qui argumenteraient ainsi raisonneraient fort mal. L'Autrichien n'est peut-être pas aimé en Lombardie, à Venise, en Illyrie, parce qu'au fait, on est libre d'aimer qui l'on veut ; mais si les habitants de ces contrées se soulevaient contre l'empereur d'Autriche, je n'hésiterais pas à les traiter de rebelles. Et quel serait le motif de leur insurrection ? Le monarque qui les gouverne met-il quelque différence entre eux et les anciens sujets de ces Etats héréditaires ? Mais s'ensuit-il que le journal de M. de Metternich, dans sa brutale turquerie, ait le droit de flétrir de ce nom de rebelles, des hommes généreux qui défendent leur religion, leurs propriétés, leurs familles ?

Le cardinal de Richelieu, qui, je crois, n'était pas un révolutionnaire, ne fit pas tant de façons pour reconnaître l'indépendance du Portugal. Les Portugais, dites-le-moi, avaient-ils autant de griefs contre les Espagnols, que les Grecs en ont contre les Turcs ?

Louis XVI a péché, dit-on, contre la morale et contre la politique, en soutenant les insurgés de la Nouvelle-Angleterre contre leur mère patrie. S'il fallait absolument reconnaître le plus vertueux des princes et des hommes coupables envers la morale, on ne me fera pas avouer, du moins, qu'il ait manqué à la politique, en suscitant, dans le

Nouveau-Monde, des alliés naturels à la France ; à la Grande-Bretagne, les ennemis les plus formidables que doit avoir un jour sa puissance maritime.

Voilà donc des souverains qui n'ont pas craint de se rendre les auxiliaires de l'insurrection, contre d'autres souverains chrétiens et légitimes comme eux ! D'où proviennent donc tant de ménagements envers les bourreaux d'un peuple qui aspire à reprendre son rang dans la société chrétienne ?

Eh ! certes, il est bien temps d'appeler de leurs ignobles noms les scrupules dont se parent quelques consciences timorées. Pusillanimité, couardise, basse envie, tels sont les motifs qui ont fait jusqu'ici de si tendres amis aux Turcs dans plus d'un cabinet de l'Europe : ce sont des poltrons qui ont peur les uns des autres.

CHAPITRE IV

Fausses notions sur la révolution hellénique.

Il importait aux gouvernants qui, pendant sept longues années, ont vu avec une impassibilité stoïque, les plus belles contrées de l'Europe noyées dans le sang, qui toléraient la traite des blancs pendant qu'ils défendaient celle des noirs; il importait, dis-je, à ces politiques sans tête et sans cœur, de répandre les notions les plus propres à égarer l'opinion publique. Il importe donc aujourd'hui de confondre le mensonge chez les imposteurs, et de redresser le sens commun chez leurs dupes.

L'an 1819 vit l'insurrection d'Espagne, 1820 l'insurrection de Naples, et 1821 l'insurrection de la Grèce. Donc celle-ci était une conséquence des deux autres : telle était, et telle est même encore la manière de raisonner de certaines gens dont la débile intelligence s'accomode fort bien du vieil adage : ***Post hoc, ergo propter hoc.***

Eh bien ! le fait avéré, le fait qui n'est plus sou-

mis à aucun doute par les hommes instruits, c'est que longtemps avant l'explosion de l'île de Léon et celle d'Aversa, qui en fut une copie, longtemps même avant la révolution française, une voix puissante avait appelé les Grecs à la liberté c'était celle de Catherine II

Les Grecs avaient-ils attendu, au reste, que l'impératrice de Russie les avertît qu'ils étaient esclaves, pour se sentir indignés de leurs fers ? Avaient-ils jamais négligé une occasion de les briser? Plusieurs fois, dans les premières années de ce siècle, en voyant les Turcs engagés dans une guerre périlleuse contre les Russes, ils furent sur le point de courir aux armes. Mais les anciens du pays avaient encore sur le cœur l'abandon de Catherine II. Ils modérèrent l'ardeur de leurs compatriotes, et firent des démarches secrètes pour pénétrer les intentions de l'empereur Alexandre à leur égard. Il leur fut facile de s'assurer qu'elles étaient toutes pacifiques.

Le prince Alexandre Ypsilanti parut seul s'être fait illusion sur ce point. A la tête d'une poignée d'hétéristes, il donna le signal de l'insurrection en Moldavie. Dès ses premiers pas, il fut arrêté comme perturbateur de la paix publique. Empressé de jouer le rôle de substitut du grand-vizir, le ministre autrichien réclama le privilège de donner une prison à l'ennemi de Sa Hautesse.

Mais déjà la Porte avait pris l'alarme ; elle laissa entrevoir des mesures de précaution ; les précautions des Turcs sont des arrêts de mort : qui le savait mieux que les Grecs ? Ils résolurent de ne pas attendre les bourreaux ; l'étendard de la croix fut arboré ; la Grèce entière proclama son indépendance ; elle s'arracha par lambeaux des mains sanglantes de ses oppresseurs.

Pendant que le monde civilisé applaudissait aux magnanimes efforts des Hellènes, des voix mercenaires et des gazettes stipendiées osaient leur prodiguer le nom de rebelles et de traîtres. Je nommerais l'homme qui soudoyait ces clameurs, je nommerais les journaux qui s'en rendirent les infâmes échos, si tous mes lecteurs ne les avaient déjà nommés. Eh quoi ! ils sont donc aussi rebelles et traîtres, ces chrétiens qui parviennent à s'échapper des bagnes d'Alger et de Tunis (1) ?

---

(1) J'ai eu l'occasion de faire l'application de ce que je dis ici. Un négociant illyrien, nommé Spiridion Kranowitch, se montrait zélé partisan de la Porte, parce qu'il faisait avec elle un grand commerce de fer et de bois de construction. Cet homme ne désignait jamais les Grecs que par le mot de rebelles. Il fut pris en 1825 par un corsaire algérien. Au bout de trois ans d'esclavage, Kranowitch fut assez heureux pour se sauver d'Alger et gagner la Sardaigne. Je le vis peu de temps après à Livourne. « Eh bien, rebelle ! traître ! lui dis-je, vous avez donc manqué de fidélité à votre maître? » Pour toute réponse, il leva vers le ciel ses yeux mouillés de larmes. Je vis qu'il était converti.

Que de contradictions et d'absurdités traîne à sa suite un principe faux dans son essence ! Si les chrétiens de la Grèce ont tort présentement de secouer le joug des Ottomans, il est indubitable que les chrétiens de la France méridionale eurent pareillement tort jadis de se révolter contre les Sarrazins qu'Abdérame avait amenés dans leur pays, et que les chrétiens des Espagnes furent bien coupables encore de s'opiniâtrer pendant sept cents ans à expulser les Maures de leur territoire.

Je ne veux omettre aucune des imputations dont s'est armée la pusillanimité ou l'apathie, pour se disculper de ne pas tendre aux malheureux Hellènes une main secourable. Ce sont, a-t-on dit, des jacobins, des comuneros, des carbonari. Juste ciel ! les soldats de la croix des révolutionnaires, des athées !

« Mais nierez-vous, me crie-t-on, que des hommes qui ont figuré dans les révolutions de l'Europe, figurent présentement sous les drapeaux des Hellènes ? » Eussiez-vous mieux aimé, répondrai-je, que, semblables à d'autres chrétiens, renégats, ils allassent combattre sous l'étendard du croissant ? Si ces auxiliaires des Grecs eurent des torts dans leur patrie, quel moyen plus noble leur res-

tait-il de les expier ? Non, certes, les hommes que, dans sept compagnes, n'ont pu réduire tous les efforts de l'empire ottoman, de ses vassaux et de ses alliés, de tels hommes ne sont pas des Quiroga et des Pépé. Ils ne fuient pas, ils triomphent ou meurent. La défense de Missolunghi vivra aussi longtemps dans les siècles que celle de Sagonte, de Numance et de Saragosse.

Et s'il était vrai, d'ailleurs, que quelques partisans des doctrines nouvelles aient été vus dans les rangs des Hellènes ou même à la tête de leurs colonnes, quelle conclusion injurieuse prétendriez-vous en tirer contre la justice de leur cause? Comptez donc aussi les innombrables amis de cette noble et sainte cause que toutes les cours, toutes les capitales, toutes les cités de l'Europe offrent à vos yeux, parmi les plus zélés défenseurs de l'autel et du trône ! A leur tête, ne contemplez-vous pas tous les monarques du premier et du second ordre, ceux même que la timidité de leur cabinet ou la faiblesse de leur pouvoir semble condamner à l'apathie, si ce n'est même à des sentiments hostiles ? Qui ne sait que tel prince qui n'a pas cru devoir encore se prononcer ouvertement en faveur d'un peuple infortuné, lui prodigue des secours secrets, et se

console ainsi, par la bienfaisance, des entraves que lui impose la politique ?

J'ai entendu élever contre les martyrs de la foi chrétienne une objection que je rapporte avec peine : « Ils sont schismatiques ! » dit-on quelquefois dans une des principales cours catholiques de l'Europe, quand on ne sait plus y dire autre chose. La première réponse qui se présente à cet étrange argument, est que cette cour elle-même a autant de sujets schismatiques ou protestants que de catholiques. A moins donc qu'elle n'ait le projet de les déclarer, un de ces jours, hors de la loi des Nations, on ne voit pas trop comment quelques différences dans le dogme religieux peuvent faire mettre en délibération, s'il est convenable ou non de sauver tout un peuple de la fureur du glaive et des ravages de la famine. Mais, pour l'honneur du catholicisme, un exemple éclatant le venge victorieusement du reproche d'intolérance et de persécution qui ne lui serait que trop justement adressé. Gloire éternelle à Léon III. Si, moins heureux que quelques-uns des pontifes ses prédécesseurs, sa voix paternelle n'a pu rallier contre l'ennemi de la croix tous les adorateurs du Christ, jamais, du moins, elle n'a prononcé l'anathème contre aucun d'eux. Digne représentant de celui qui donna son sang pour tous les hommes, il n'a point cherché de prétexte pour refuser de compatir aux maux d'un peuple

opprimé. Il n'a point dissimulé sa douleur, quand la fortune a trahi le courage des Grecs ; il a fait hautement éclater sa joie, quand des bras puissans ont châtiés ses oppresseurs(1).

C'est ici le lieu de rapporter un fait dont je voudrais pouvoir douter quoiqu'il soit le seul qui puisse m'expliquer l'aversion incompréhensible que témoignent pour les Grecs certaines personnes qui affichent une haute piété, aversion portée à un tel degré, qu'elle dégénère, chez ces étranges chrétiens, en une sorte de tendresse pour les sectateurs de Mahomet. Des journaux anglais et allemands ont prétendu que des émissaires d'un parti occulte, que l'on appelle en France la congrégation, et auquel on suppose un pouvoir, ou du

---

(1) Il est très curieux de comparer le langage du *Diaro di Roma*, journal officiel du Saint-Siège, avec les opinions et le style de l'*Observateur Autrichien* (*Oeterreichischer Beobachter*), journal rédigé dans les bureaux du prince de Metternich. Tandis que celui-ci insulte avec une joie brutale aux souffrances d'une nation chrétienne et flatte avec bassesse l'orgueil musulman, le journal de la Cour pontificale n'exprime que des sentiments qui conviennent au père commun des chrétiens.

On sait que lorsque le Pape apprit la victoire de Navarin, il entrait dans l'église où les Français célébraient la fête de leur souverain. Dans l'excès de sa joie, Sa Sainteté voulut aussitôt en donner elle-même la première nouvelle à l'ambassadeur de France.

(Note de l'auteur).

moins une influence formidable, sont allés offrir aux Hellènes des secours de toute espèce, mais à une condition absolue et *sine qua non*. Il ne s'agirait de rien moins que d'adjurer le culte de l'Eglise grecque et de reconnaître la suprématie du pape. Les chefs du gouvernement actuel ont vainement représenté, dit-on, qu'ils regarderaient comme hautement impolitique, et même comme inhumain, d'ajouter le fléau des discussions religieuses à tous ceux qui dévorent ce malheureux pays ; qu'après mille ans de séparation ou schisme (1), un rapprochement entre les deux Eglises, quelque désirable qu'il fût, ne pouvait être l'effet d'une résolution subite, et qu'enfin les Hellènes ne devaient encourir aucun blâme s'ils laissaient entrevoir une répugnance extrême à faire outrage à l'empereur de Russie, chef suprême dans ses Etats, de la religion qu'ils avaient reçue de trente générations de leurs pères.

Quoique dictée par la raison et par toutes les convenances, cette réponse paraît avoir excité au plus haut point la colère des auteurs de la proposition. Depuis ce moment, ils ont substitué les menaces aux promesses, et leurs agents ou affiliés ont eu ordre de semer par tous les moyens possibles les bruits les plus injurieux pour les

(1) Le schisme date du IXe siècle.

Grecs, et les nouvelles les plus défavorables à leur cause (1). Hommes aussi stupides que barbares, si les Grecs ne sont pas de votre Eglise, du moins ils sont chrétiens comme vous, et plus que vous, car ils combattent pour la croix, et vous l'abandonnez. Ibrahim a fait une écurie du saint lieu, et voilà votre héros !

Tels sont, en général, les ennemis des Grecs, ou profondément pervers, ou profondément ignorants. Quant à ce dernier point, il n'est personne doué de quelque instruction qui ne puisse se procurer une satisfaction que le hasard m'a procurée plus d'une fois. Lorsque vous rencontrez, et surtout dans les classes qui sont censées avoir reçu de l'éducation, un individu qui pérore sur la légitimité des Ottomans, l'équilibre de l'Europe et autre inepties, pressez-le de questions historiques, politiques, géographiques, etc., votre Turc

---

(1) On me communique un journal français, où la *Gazette de Lyon* est formellement accusée d'avoir forgé le prétendu incendie de la flotte grecque par le vice-amiral de Rigny, afin de faire contre-poids à la victoire de Navarin. Cette gazette disait très maladroitement : « Voilà de quoi rabattre la joie de la faction ». Quelle est donc la faction à la tête de laquelle figurent l'empereur de Russie, les rois de France et d'Angleterre, et même le Pape, ainsi que je l'ai observé plus haut? Cette insolente expression de la *Gazette de Lyon* ne prouve qu'une chose, c'est qu'il existe une faction antigrecque ou turque. Je l'ai déjà insinué et j'achèverai de le démontrer.

(Note de l'auteur).

balbutiera, battra la campagne ; vous croirez avoir devant vous le muézin de quelque mosquée.

J'ai gardé pour la fin un dernier argument en faveur de la cause des Grecs, parce qu'il est péremptoire. Vous les dites sujets du sultan, et c'est précisément ce que le sultan lui-même ne veut ni ne peut admettre. La loi de son prophète lui défend de voir un sujet dans un raja, un ghiaour : tout chrétien, selon le Koran, n'est qu'un esclave. Est-on effectivement le sujet d'un despote qui vous fait périr sous le bâton parce que vous portez des babouches jaunes, ou qui fait jeter votre femme à la mer dans un sac de cuir parce qu'on l'a surprise avec une robe verte ou rose ?

CHAPITRE V

Le Turc est-il réellement l'allié de quelque puissance chrétienne ?

Depuis qu'il est question de forcer le sultan Mahmoud à reconnaître l'indépendance de la Grèce, j'ai vu avec une surprise indicible qu'il s'élevait en France des voix qui osaient avancer que le successeur des califes est le plus ancien allié du roi très chrétien. Des hommes d'Etat, à ce que l'on assure, ont proclamé eux-mêmes cette belle découverte du haut de la tribune. Je les excuse de tout mon cœur : les hommes d'Etat sont trop embarrassés de ce qui se passe pour avoir le temps de s'occuper de ce qui s'est passé. Ainsi, au lieu de s'indigner, de se courroucer, je me figure que tout observateur impartial n'aura pu se défendre d'un sourire, quand il aura vu que le même jour, à la même heure où le Grand Turc était salué à Paris du titre de plus ancien allié de la France, on le saluait à Londres de celui de plus ancien allié de l'Angleterre. Je le répète : il faut pardonner à des ministres de ne pas avoir

lu l'histoire, ou de l'avoir oubliée : mais, certes, je ne puis être aussi indulgent pour des hommes de lettres ; ceux-ci sont tenus, par état, à tout lire, à tout savoir.

Comment ne s'est-il donc pas trouvé, parmi ceux qui remplissent, tous les matins, à Paris, les colonnes de vingt ou de trente journaux, un seul écrivain qui ait pris la peine de rétablir la vérité des faits ?

François Ier, il y aura trois cents ans l'année prochaine, poussé à bout par les querelles que lui suscitait continuellement Charles-Quint, s'oublia au point de conclure une alliance avec Soliman II. Il semblait rougir de réclamer l'exécution de ce honteux traité, lorsqu'en voyant ses frontières méridionales menacées par les Impériaux, il fit appel aux Ottomans. Le fameux Barberousse vint mouiller pendant quelques jours à Marseille et à Toulon ; puis, comme se reprochant de porter assistance à des chrétiens, il s'éloigna brusquement des côtes de France pour aller saccager celles d'Italie, d'où il emmena sept mille esclaves. Ce simulacre d'alliance avec le croissant suffit néanmoins pour que Charles-Quint, dans un manifeste adressé à la Diète de l'Empire, parlât de François Ier en ces termes : « Digne allié, digne complice des infidèles, il trame avec eux la ruine de la chrétienté ; il foule aux pieds la religion, l'honneur, tout ce que les hommes ont de plus

sacré ! » Le roi de France fut très sensible à ces reproches ; et, pour en détruire l'impression, il se hâta de faire proposer au pape et au roi d'Angleterre une ligue générale contre le Turc (1).

Jamais, depuis cette époque, on ne vit un roi de France, dans quelque situation qu'il se trouvât, recourir à la coopération de la Porte. Henri IV, dans son vaste plan pour abaisser la maison d'Autriche, ne songea point à y faire intervenir les barbares ; Richelieu dédaigna pareillement de les employer, bien que ce prince de l'Eglise ne se fît aucun scrupule de soudoyer tous les princes protestants de l'Allemagne ; Louis XIV, accusé, et peut-être non sans raison, d'exciter les Hongrois contre les empereurs autrichiens, ne voulut point renouveler le scandale que François Ier avait donné à l'Europe : bien plus, toutes les fois que les Ottomans menacèrent l'Autriche, objet de sa trop juste haine, il fit taire ses sentiments personnels pour satisfaire à ses obligations de plus ancien monarque de la chrétienté. Deux fois, il envoya l'élite de sa noblesse sous les drapeaux de sa rivale pour repousser l'ennemi commun du christianisme et de la civilisation.

Mais que dire de ce premier ministre britannique, à qui il vient de prendre un si bel accès de

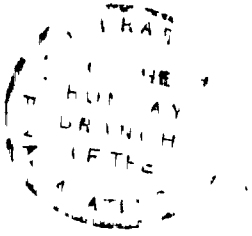
---

(1) Voir la note 6.

tendresse soudaine pour le sultan qui règne à Stamboul ? A quel titre a-t-il reconnu aussi dans la personne de Sa Hautesse le plus ancien et le plus fidèle allié de l'Angleterre ? Sir Arthur Wellesley, aujourd'hui duc de Wellington, quand il faisait ses études au collège d'Eton et à l'école militaire d'Angers, en France, a pu lire un peu de Tite-Live, un peu de Tacite ; mais, à coup sûr, la noble lord n'a pas eu le temps de faire connaissance avec l'histoire moderne. Où y aurait-il vu la moindre trace de cette union fraternelle entre la couronne de Saint Edouard et le confesseur et le turban du commandeur des croyants ? Lord Holland a pris la peine d'apprendre au premier ministre que ce fut en l'an de grâce 1779 que, pour la première fois, le cabinet de Saint-James témoigna des dispositions amicales au divan, qui les reçut d'assez mauvaise grâce. L'Angleterre, à cette époque, était en guerre contre la France, et son envoyé à Constantinople avait pour mission de contre-balancer l'influence de l'ambassadeur de Louis XVI, qui travaillait à la conclusion de la paix entre la Porte et la Russie. Mais la France seule fut écoutée ; et voilà toutes les marques d'affection que Georges III et Abdul-Hamid se donnèrent réciproquement !

A quoi bon, au reste, se disputer si chaudement le cœur du sultan Mahmoud ? Ce loyal musul-

man ne vient-il pas de vous déclarer, dans les termes les moins équivoques, qu'il vous déteste tous cordialement comme gens qui blasphèment le nom de son saint prophète ; et que s'il a fait semblant de prêter un instant l'oreille à vos paroles, c'était pour se moquer de vous et gagner du temps ? « Pour peu qu'on ait d'intelligence, dit-il dans son manifeste, on doit concevoir qu'il ne peut y avoir d'accord durable entre les disciples de l'Islam et ceux de l'Evangile. » Pour peu qu'on ait d'intelligence ! ministres et diplomates de tout pays et de toute dénomination, vos excellences entendent-elles bien ? Est-ce qu'il n'y aurait pas moyen d'avoir autant de gros bon sens que le Grand Turc ?



CHAPITRE VI

Conduite tant secrète qu'ostensible de l'Autriche, relativement aux affaires de Grèce et de Turquie.

L'auteur attaque violemment Metternich et son organe « L'Observateur autrichien » « rédigé dans ce langage prolixe, entortillé et obscure que Frédéric le Grand appelait *le style ténébreux de la chancellerie autrichienne* ».

Quand il a plu au rédacteur anonyme, mais non inconnu, de ce journal austro-turc, de rapporter un fait ou de prononcer une décision, ce serait un crime d'Etat que d'y changer une virgule. N'a-t-on pas même vu des journaux étrangers cités au tribunal de ces nouvellistes patentés, pour avoir osé raconter, voir et sentir d'une manière différente (1) ? Si le sultan Mahmoud faisait rédiger

(1) J'étais à Vienne, l'an dernier, quand y arriva un numéro du *Journal des Débats,* qui contenait une réfutation fort vive et fort piquante d'un article insidieux de l'*Observateur autrichien.* Les commis du prince de Metternich eurent, pendant huit jours, une mine aussi consternée que s'ils eussent appris l'insurrection de la Hongrie, ou même la disgrâce de leur maître.

(Note de l'auteur).

un journal sous ses yeux, il n'aurait pas une autre couleur, une autre direction. Mais, me crie-t-on, d'où peut venir la turquerie du prince chancelier de cour et d'Etat ? Je vais le dire : c'est l'accomplissement le plus ponctuel, le plus édifiant des préceptes de l'Evangile : « Aimez ceux qui vous haïssent, faites du bien à ceux qui vous font du mal ; si vous avez reçu un soufflet sur une joue, tendez l'autre. » Or, l'Autriche, depuis longtemps, a reçu plus d'un soufflet de l'auguste main du frère du soleil et de la lune.

L'auteur passe en revue les dangers courus par l'Autriche du fait de la Turquie et déclare que son attitude actuelle l'exclut du grand conseil de la société européenne.

CHAPITRE VII

Aperçu de l'etat actuel de l'Empire ottoman.

La mort de Soliman-le-Grand en 1566, fut le signal d'une décadence toujours progressive, Mahmoud II n'a plus une armée en état d'arrêter les Russes. Je vois déjà des centaines de milliers de musulmans de toute condition et de tout âge accourir à la voix du successeur des califes. Mais où vois-je ces formidables levées en masse ? Dans une gazette de Vienne et dans celles de Paris et de Londres, qui sont payées pour la copier. Marcher dans les colonnes d'un journal ou marcher sur le terrain, n'est-ce pas absolument la même chose ? En supposant, d'ailleurs, que tous les cordonniers, serruriers, tailleurs, boulangers et porteurs d'eau de Constantinople soient vraiment dévorés du désir de gagner la céleste demeure des houris, en se faisant tuer sous l'étendard du prophète, qu'est-ce, au fond, que ces immenses cohues, si ce n'est ce qu'un personnage très connu appelait de la chair à canon ? Et

encore, cette chair à canon était-elle composée de jeunes Français, c'est-à-dire de jeunes gens qui savent se battre en sortant de leurs villages.

Le vulgaire des politiques en Europe, vulgaire qui, comme je l'ai déjà dit, se rencontre dans les conseils des souverains comme dans les cafés et les tavernes, s'est toujours fait une idée prodigieusement exagérée de la population de l'empire Ottoman ?

Les finances de l'Empire Ottoman ne peuvent s'évaluer comme celles d'un gouvernement qui, chaque année, publie l'état de ses recettes et de ses dépenses. Le pacha commence par régler son budget avec ses administrés ; c'est le bâton qui est le percepteur. Le sultan, à son tour, règle son budget avec ses pachas, et c'est le cordon qui sert de contrôleur général. Jamais on n'entend parler de réclamations dans ce pays-là. Le commandeur des croyants n'a-t-il pas, d'ailleurs, le privilège de leur faire croire tout ce qui lui passe par la tête. Ainsi, qu'il lui plaise de leur dire qu'une pièce de monnaie réduite au quart de son poids, ou mêlée de trois quarts d'alliage, n'a rien perdu de sa valeur, ils se garderont d'en douter. Il leur affirmerait que l'argent vaut de l'or, qu'ils auraient la même croyance en ses paroles : il a un talent de persuasion auquel rien ne résiste.

On dit qu'il s'est trouvé quelques gazetiers qui

ont comparé très gravement Mahmoud II à Pierre le Grand, parce que, comme le créateur de l'Empire russe, il a exterminé une milice redoutable pour ses souverains. Je ne nie pas qu'il ait massacré, brûlé, noyé autant et plus de janissaires que Pierre ne décapita de strélitz, mais je nie qu'à l'exemple de cet homme extraordinaire, il parvienne jamais à civiliser sa nation. Il faudrait d'abord qu'il en eut le désir ; et loin de lui supposer des vues aussi élevées, je pense que, s'il eût trouvé la civilisation introduite dans ses Etats, il les eût replongés dans la barbarie. Un prince qui ne rougit pas de se vanter publiquement de n'avoir signé des traités qu'avec l'intention secrètes de les violer, n'est point un politique ; ce n'est qu'un chef de hordes sauvages, qui se proclame lui-même en dehors du droit des gens.

CHAPITRE VIII

Aperçu de l'état actuel de l'empire de Russie.

Ce chapitre expose les forces matérielles dont dispose la Russie.

CHAPITRE IX

Marine russe dans la mer Noire et dans la mer Caspienne. Conquêtes de la Russie sur la Perse. — Conséquences qui peuvent en résulter pour l'Inde anglaise.

CHAPITRE X

Mesures à la disposition des puissances alliées pour l'exécution du traité du 6 juillet 1827.

Avant d'entrer en matière, qu'il me soit permis de réclamer un acte de justice de la loyauté de mes lecteurs ! Ils voudront bien se souvenir que je n'avais pas attendu la crise actuelle pour crier aux armes à qui voulait m'entendre. Dès la seconde année de l'insurrection de la Grèce, j'avais prédit que la question ne pourrait être résolue que par l'intervention des grandes puissances (1).

Elles ont été six ans à se décider. Dieu veuille ne pas faire attendre si longtemps son pardon aux ministres, à qui il a fallu une si longue contention d'esprit pour arriver à concevoir que c'était une honte ineffaçable pour l'Europe chrétienne, que de faire de si belles phrases sur la traite des noirs,

(1) Le général de B... s'en réfère à un écrit qu'il a publié en 1822, et qui, à ce qu'il paraît, n'a pas été répandu en France.

(Note du traducteur).

tandis qu'elle tolérait sur ses côtes et dans son sein même non seulement la traite des blancs, mais encore le massacre de leurs femmes et de leurs enfants !

La glorieuse journée du 20 octobre (j'en demande bien pardon à Sa Grâce le duc de Wellington) vit enfin le châtiment de la barbarie et du parjure. Le canon de Navarin avait annoncé le réveil des cabinets ; la terre était attentive, et ils se rendormirent. Ibrahim les voyant assoupis, reprit, avec plus d'ardeur que jamais, son trafic d'esclaves chrétiens de tout sexe et de tout âge. Quand les navires lui manquèrent pour les expédier comme lest en Egypte, il les échangea en Epire et en Albanie, contre des bœufs et des moutons. Ceux qui parvenaient à échapper à l'esclavage étaient traqués de rocher en rocher comme des bêtes fauves. Mais Ibrahim pensait à tout : de peur que ces malheureux ne trouvassent à vivre de racines sauvages, il fit dévorer par les flammes tout ce qui végétait sur la surface de la terre.

Les puissances ouvrirent enfin un œil, et il leur parut sublime, après s'être battues, de recommencer à négocier, comme si rien n'était advenu. Mais c'est ici que les attendait le comble de l'opprobre. L'épais musulman se trouva plus subtil que l'Européen, si orgueilleux de ses lumières, et si confiant dans son habileté. Sultan, vizirs, divan,

tout Stamboul feignit aussi de dormir, et feignit aussi de penser que rien n'était plus convenable, pour prolonger ce doux repos, que de se bercer par des négociations. Mais, en dépit de la patience si vantée des Orientaux, les enfants de Mahomet se lassèrent les premiers de cette comédie ; et il faut les en remercier, car sans cela elle durerait encore. Ce fut alors que Sa Hautesse daigna faire entendre à l'Europe ses gracieuses paroles, que je voudrais condamner chaque suppôt de la politique expectante à porter, le reste de ses jours, brodés en lettres d'or sur sa manche : « *Pour peu que l'on ait d'intelligence, on doit* sentir que la Sublime Porte n'a simulé le désir de traiter avec les chiens dits chrétiens qu'afin de se donner le loisir de préparer tout ce qui lui était nécessaire pour les « assommer ! » Eh ! oui, sans doute, *pour peu qu'on ait d'intelligence !* Mais, faut-il vous l'avouer, très glorieux sultan ? c'est justement ce peu qui nous manque.

Nombre de gens à gros portefeuille, qui sont payés pour en avoir beaucoup, en ont moins que les bostangis qui ratissent les jardins de votre sérail. Et vous, profonds politiques de la vieille Europe, les ignares disciples du Koran se vantent donc de vous avoir joués, et l'histoire vous attend : n'êtes-vous point assez punis ? Avec vous, sans vous, malgré vous, peu importe, les choses vont marcher, parce que l'heure en est venue. Le soleil

et la lune attendent-ils, pour se lever, que vous ayez consulté vos almanachs ?

Il est de première nécessité que les flottes chrétiennes restent maîtresses de leurs communications avec l'archipel d'un côté, et avec la mer Noire de l'autre.

Pour s'assurer l'entrée et la sortie libre des deux détroits, l'occupation des châteaux d'Europe et d'Asie qui en défendent les rives devient la première condition requise.

Mais, je le répète, et ne puis trop le répéter, que la leçon de l'amiral Duckworth ne soit pas perdue ! Quand on enverrait le patriarche grec lui-même à votre bord, avec la belle proclamation que lui a dictée le mufti, n'écoutez pas un mot de tout ce verbiage ! Que promet-on aux Hellènes de la part du sultan ? Amnistie : voyez quelle grâce ! Est-il vainqueur, pour pardonner, ce sultan toujours battu dans sept campagnes consécutives ? Dans sa grossière astuce, il ferait aux chrétiens de la Morée des promesses plus flatteuses encore, qu'un seul mot suffit pour les faire évanouir en fumée. Les Turcs peuvent jurer cent fois, par la barbe de leur prophète, de devenir humains et tolérants : mais consentent-ils, comme le veulent les puissances, à évacuer le pays ? Non, certes, ils prétendent y rester. Eh bien ! n'est-il pas reconnu, par la convention même du 6 juillet, qu'il y a

inconciliabilité absolue entre la population grecque et la population, ou plutôt la garnison musulmane ? Il ne pourrait donc s'établir, sur les bases de la proclamation du patriarche turco-grec de Constantinople, que des discussions oiseuses, et même ignominieuses, puisqu'il faudrait revenir sur des résolutions revêtues de la signature des trois premiers monarques de l'Europe. Laissez des journaux, la honte de la chrétienté (1), soutenir effrontément que le très gracieux et très clément Mahmoud est tout prêt à accorder lui-même aux Grecs ce qu'exigent pour eux leurs augustes protecteurs ; mais s'il se trouvait, sur vos vaisseaux, de ces négociateurs loquaces toujours empressés à entrer en pourparlers ou à rédiger des notes diplomatiques, faites-les promptement descendre à fond de cale. Ces gens-là sont le fléau de l'humanité : si on les écoutait, on verrait arriver la consommation des siècles avant d'obtenir le redressement d'un tort.

---

1) L'auteur nomme ici plusieurs journaux, dont l'un est français, mais il déclare qu'il a voulu spécialement désigner le papier anglais *The Standart* de tous ceux de l'Europe, dit-il, le plus dévoué aux Turcs, après, toutefois, l'*Observateur autrichien.*

(Note du traducteur).

CHAPITRE XI

Opérations probables des armées et des flottes russes contre les Ottomans, tant en Europe qu'en Asie,

L'auteur expose ses vues stratégiques et tactiques.

CHAPITRE XII

Le démembrement de l'Empire ottoman considéré comme le seul moyen de rétablir l'équilibre européen. — Résurrection de l'Empire grec

Au cri d'alarme qu'ont jeté tous les petits esprits en apprenant que le plus humain, le plus généreux des monarques de la terre marchait contre les barbares, qui n'eût pensé qu'un nouvel Attila se préparait à porter la dévastation dans tous les pays civilisés ?

L'empereur de Russie n'aura qu'à remettre sous les yeux de l'Europe tous les griefs, tous les attentats dont son auguste frère et lui-même ont supporté le cours pendant six ans, pour faire admirer sa longanimité, pour légitimer chacun des coups qu'il va porter au perfide Ottoman. Jamais manifeste n'aura été plus facile à rédiger, jamais la déclaration d'une puissance n'aura été mieux accueillie par toutes les autres (1).

---

(1) L'assertion du général de B... se trouve pleinement confirmée. Non seulement tous les cabinets de l'Europe, et même celui de Saint-James ont reconnu l'équité de la cause de l'empereur de Russie, mais une grande puissance du Nord a de plus déclaré qu'elle ne souffrirait pas que ce souverain fut troublé dans le légitime exercice de ses droits,

Mais toutes ont-elles donné d'avance leur assentiment au résultat infaillible de la lutte si prodigieusement inégale qui s'engage dans l'Orient ? Non, certes ; une terreur mal déguisée règne dans deux cabinets, situés, l'un à l'est, l'autre à l'ouest de l'Europe. Comme, jusqu'ici, je ne me suis pas imposé la loi de parler par énigmes, je ne ferai nulle difficulté d'avouer que j'avais en vue la cour de Vienne et celle de Londres.

Jetons d'abord un coup d'œil sur la situation de l'Autriche, situation très délicate, très critique, assurément, mais dans laquelle s'est très volontairement placé le personnage qui dirige depuis un certain nombre d'années la politique de cette puissance. Si le prince de Metternich eût constamment eu devant les yeux l'antique maxime de ses prédécesseurs : attendre et persévérer, il ne serait pas tombé dans la plus grande faute que puisse commettre un homme d'Et·t : se déclarer avant l'événement, quand il lui est impossible d'y mettre obstacle. Son jeu était de rester neutre, d'observer et de prévoir. Mais qu'a-t-il fait ? Il s'est proclamé l'ami, l'allié, le protecteur du Turc. Chaque numéro du journal rédigé dans ses bureaux est un manifeste bien faible de logique, mais bien fort d'invectives contre un peuple qui excitait la compassion et obtenait l'intérêt de l'Europe entière. Il a même essayé contre ces malheureux Grecs la puissance de sa flotte de coquilles

de noix, comme l'appellent les gazettes anglaises (1). Son grand-amiral Paulucci leur a lancé de petits boulets et de grosses proclamations ; et ce qu'il y a de pis, c'est qu'en les mettant à l'amende, il leur a fait payer sa poudre un peu cher.

Seul donc dans notre hémisphère, voilà le ministre autrichien réduit à faire hautement des vœux pour l'ennemi de la civilisation, ou, changeant tout à coup de rôle, à solliciter timidement son admission de la sainte confédération des Etats civilisés ! Je m'attends déjà à voir sortir de la chancellerie de Vienne quelques-unes de ces élucubrations diplomatiques, comme on en faisait du temps de l'empereur Mathias. Mais comme la guerre pourrait être terminée et le butin partagé avant qu'on ait eu le temps de déchiffrer tout ce fatras, je vais le réduire à sa plus simple expression possible : « Donnez-nous la Servie et la Bosnie, et nous vous abandonnons notre ami Mahmoud. »

Que ne parliez-vous plus tôt ? Peut-être y aurait-il eu moyen de s'entendre. Au reste, que vous abandonniez ou que vous n'abandonniez pas votre ami Mahmoud, que vous continuyiez à être renégat ou que vous redeveniez chrétien, les choses

---

(1) The Austrian fleet of nut-shells.

n'en suivront pas moins leur pente naturelle : l'impulsion est donnée.

Et que feriez-vous, d'ailleurs, pour opposer une digue au fleuve immense dont les flots vous ceignent de toutes parts, et qui vous entraînera, si, au lieu de suivre son cours, vous êtes assez insensé pour vouloir lui résister ? Voyez qui vous êtes, et calculez ce que vous pouvez.

Vous avez une population nombreuse, mais elle est composée d'éléments hétérogènes. Vous avez de braves soldats, mais qui diffèrent entre eux de langage, de mœurs, de culte ; réunis dans le même camp, ils se détestent bien plus les uns les autres qu'ils ne détestent l'ennemi commun. Vos officiers ne valent pas vos soldats, et vos généraux ne valent pas vos officiers. Mais je les suppose excellents : ne faut-il pas qu'ils reçoivent la pensée, la vie, le mouvement de ce conseil aulique, qui trouverait l'art de réduire à la nullité des Montécuculli et des Eugène, si le ciel lui en renvoyait.

L'auteur poursuit en prévenant l'Autriche qu'elle peut s'attendre à voir les Russes en Galicie et en Transylvanie et que la Prusse prendra le chemin qui mène de Breslau à Prague.

Et au Sud, l'alliée des musulmans n'aurait-elle rien à redouter ? Du haut des clochers de la capitale de son royaume lombardo-vénitien, n'aper-

çoit-elle pas le drapeau piémontais qui flotte sur les bords du Tessin, à sept lieues de Milan ? Ces Piémontais sont d'excellents soldats : beaucoup d'entre eux ont servi dans les armées de France ; ils ne l'ont pas oublié. Soutenus par quelques régiments français, ils pourraient s'avancer assez près de Venise, pour que la reine de l'Adriatique se ressouvînt de ce qu'elle était avant que l'aigle à deux têtes lui eût ravi sa grandeur et son opulence. L'Europe de 1828 ne peut prétendre représenter un modèle *ne varietur* d'équilibre.

J'ai dit, en commençant, que tout homme dont le cerveau nourrit encore cette chimère doit être envoyé faire de la charpie avec les vieilles femmes ; et je serais obligé de me répéter.

Le temps est arrivé d'ouvrir les yeux, de ne voir que ce qui est, d'apprécier à sa juste valeur un mot vide de sens, derrière lequel se retranchent tour à tour l'ambition, la perfidie, l'ignorance et la pusillanimité. Non, il n'y avait plus d'équilibre en Europe depuis le partage de la Pologne : bien moins encore y en a-t-il eu depuis ce fameux congrès de Vienne, où chaque potentat, à l'exception du roi de France, venait réclamer sa part, en disant, comme le lion de la fable : *Nominor quia leo.* Depuis cette époque, il n'existe plus que le système des convenances. S'il est un diplomate grand ou petit qui en doute, qu'il prenne la peine de déployer la carte générale de l'Europe ;

Il n'y verra pas une grande puissance du Nord et de l'Est, qui, depuis 1772, date du premier démembrement de la Pologne, ne se soit considérablement accrue, arrondie, suivant l'expression consacrée.

Arrondie, pourtant, sied bien mal à l'égard de la Prusse, dont la configuration est tailladée comme une feuille de vigne. Mais elle avait dit, et fort bien fait de dire, au congrès de Vienne, que de cinq millions de sujets auxquels l'avait réduite Napoléon, elle voulait remonter à onze ou douze. Ses vœux, quant au nombre, ont été satisfaits ; mais combien de territoires il a fallu déchiqueter pour y parvenir ! Et lorsqu'on a recollé toutes ces parcelles les unes au bout des autres, qu'est-il résulté de l'ensemble ? Un royaume qui, sur une longueur de trois cents lieues, entre Mémel et Sarrelouis, n'en compte, sur divers points, pas vingt, pas dix, pas cinq de largeur. « Oui, cela est bizarre, nous en convenons, disent certains apologistes du congrès de Vienne ; mais on sent bien que de tels arrangements ne sont que provisoires ; et en attendant l'occasion de mieux faire. » Provisoires ! Et cet équilibre européen, messieurs, que vous vous vantiez d'avoir assis sur des bases inébranlables ! Prenez garde ! Votre secret va vous échapper.

Mais ce qui n'en est plus un pour personne, c'est la cause primordiale de la forme sous la-

quelle la Prusse se dessine aujourd'hui sur la carte de l'Europe, forme qui peut défier les géomètres de l'univers entier de lui trouver un nom, parmi ceux de tous les quadrilatères connus. Cette cause, comme je vais le faire voir, est la plus lourde faute qui ait été commise, depuis qu'il existe sur notre planète une race d'hommes qui prend le titre de politiques ou de diplomates.

La paix générale de 1814 trouva la Prusse dans un tel état de délabrement, que la nécessité de reconstruire cette monarchie sur de nouvelles bases fut unanimement reconnue au congrès de Vienne. Ses plénipotentiaires demandaient la cession de la Saxe, en échange de celle du grand-duché de Posnanie, que l'empereur Alexandre réclamait comme partie intégrante de son nouveau royaume de Pologne. La Saxe était le fruit d'une conquête légitime ; le roi de ce pays avait partagé les dépouilles de la Prusse en 1807 : la loi du talion pouvait donc lui être appliquée avec d'autant plus de justice, qu'il était resté, jusqu'à la fin de la guerre, l'allié le plus fidèle, l'ami le plus dévoué de Napoléon.

Il fut dit dans le temps, et peut-être non sans quelque fondement, que l'Autriche, alarmée de voir la Prusse s'établir sur les deux flancs de la Bohême, en Silésie et en Saxe, s'opposera par tous les moyens possibles, à ce que cette dernière province lui fût dévolue. La cour de Vienne mit celle

de Londres dans ses intérêts, ce qui n'a rien d'incompréhensible ; mais, ce qui passe toute conception, elle entraîna la France à faire cause commune avec elle. Et, comme si le cabinet des Tuileries eût encore été sous le joug du fatal traité de 1756, il s'y prêta de la meilleure grâce du monde.

Qu'arriva-t-il ? Forcée de diriger ses vues d'un autre côté, la Prusse les tourna vers les provinces de l'Ouest, qui composent aujourd'hui son grand-duché du Bas-Rhin. Il leur fallait une frontière militaire, et cette frontière fut poussée jusqu'au delà de la Sarre, jusqu'aux portes de Metz et de Thionville. Une place construite par Louis XIV, et qui porte son nom, fut cédée à la Prusse. L'ombre de ce grand monarque dut en frémir ; mais loin d'en frémir ou d'en gémir, les ministres de France, tant au congrès qu'à Paris, se figurèrent qu'ils s'étaient couverts de gloire en sauvant une moitié de la Saxe (car le roi de Prusse eut l'autre), aux dépens de leur maître. Leur grand argument était que le roi, ci-devant électeur, Frédéric-Auguste, avait l'honneur d'être cousin de Louis XVIII. Mais, pour conserver un petit trône à ce cousin, dont la conduite annonçait qu'il ne se souvenait plus lui-même de la parenté, ils firent perdre à leur souverain un allié naturel. Comme contre-poids de l'Autriche, la Prusse était, effectivement, l'alliée naturelle de la France ; mais tout changea de face, du jour où, par l'effet du voisinage, elles se trou-

vèrent l'une et l'autre exposées à des altercations continuelles. La petite aventure des villages envahis par les Prussiens dans les environs de Thionville suffirait pour attester le danger d'une délimitation si vicieuse.

Mais il semble qu'au congrès de Vienne, et bien plus encore dans la rédaction du traité de Paris (1), on ait pris à tâche de donner un démenti à l'empereur Alexandre, qui, à son entrée à Paris, avait dit solennellement : « Il importe à la tranquillité de l'Europe que la France soit forte et puissante. » Ce prince magnanime, on le sait, s'opposa fortement à des projets de partage qui en arrachant à la France ses plus belles provinces de l'Est et du Nord, l'eussent fait descendre au rang des Etats du second ordre. Il lui fallut, du moins, faire de pénibles sacrifices : sur plusieurs points, ses frontières furent dégarnies de leur défense naturelle ; enfin, il n'y eut pas jusqu'au petit royaume des Pays-Bas, né de la veille, qui n'obtînt des dépouilles de la plus antique monarchie de l'Europe !

C'est ainsi qu'après vingt-cinq ans de guerre, la France, qui a donné des lois à la partie du monde que nous habitons, voit aujourd'hui tous ses voisins s'enfler et s'étendre, tandis qu'elle n'est plus même ce qu'elle était sous le règne paci-

(1) 20 novembre 1815.

fique de Louis XVI. Eh bien ! petits diplomates à grandes phrases, parlez-nous donc encore de votre équilibre !

Apprenez, si votre conscience politique ne vous le dit pas, apprenez qu'il n'y aura un commencement d'équilibre en Europe que lorsque la France aura repris ses limites naturelles. Dans des temps que vous regardez comme barbares, il existait, du moins, assez de bon sens, pour reconnaître qu'à l'Est et au Nord, le Rhin devait enclore le vaste territoire des Gaules, si bien circonscrit sur les autres points par les Alpes, les Pyrénées et les deux mers. Une bonne carte de d'Andeville vous convaincra que les choses existaient ainsi, lorsque César pénétra dans cette contrée. Cette limite tracée par le cours du Rhin avait été reconnue à Campo-Formio, à Rastadt, à Lunéville, et enfin à Châtillon même, quoique les alliés l'eussent déjà laissée bien loin derrière eux : il faudra bien la reconnaître une cinquième fois.

Je sais aussi bien que tous nos petits politiques, j'ose le croire, que le rétablissement de la France dans ses droits ne peut s'opérer sans des changements notables ; mais c'est précisément ce qui me fait faire des vœux si ardents pour ce grand acte de justice, parce qu'il est le moyen, l'unique moyen de rétablir enfin dans l'Europe entière cet équilibre, dont le nom jusqu'ici n'a été qu'une grossière déception.

Ce n'est pas à moi, humble serviteur des rois, à faire leur part : elle est toute tracée. Ceux qui avanceront vers le Sud feront la place au Nord : c'est tout ce que je puis me permettre de dire. Malheur à qui ne me comprend pas !

Je serai moins réservé sur le point capital. Que n'ai-je les cent langues et la voix de fer que les poètes donnent à la Renommée, pour me faire entendre à la fois depuis le Spitzberg jusqu'au détroit de Gibraltar ! Que le Turc soit balayé par les armées chrétiennes, comme le sable du désert par l'ouragan ! C'est alors qu'il sera permis au monde civilisé d'effacer la honte de quatre siècles ; c'est alors qu'il lui sera donné d'asseoir sur des bases solides cette paix universelle, qui n'a été jusqu'ici que le rêve de quelques hommes de bien. Le repos était-il possible lorsque aucun membre du corps social n'était à sa place, lorsque tous éprouvaient le besoin de sortir de cet état de gêne, d'inquiétude et de jalousie ?

La position géographique de la Turquie lui a donné le pouvoir trop redoutable d'emprisonner, à volonté, dans la mer Noire, les habitants des provinces méridionales de la Russie. C'est donc cette position qu'il importe de changer ; et c'est aussi ce qui résulte des paroles officielles suivantes : amenée par le besoin impérieux de garantir au commerce de la mer Noire et à la navigation du Bosphore une liberté désormais inviolable, la

guerre sera dirigée vers ce but également utile à tous les Etats de l'Europe.

Mais comment assurer cette liberté inviolable ? Est-ce par des traités avec des barbares qui se font un jeu, que dis-je ? un devoir de violer les engagements les plus solennels envers les puissances chrétiennes ? Non, certes, les paroles et les écrits ne peuvent plus suffire. Il faut arracher à jamais aux Ottomans les clefs des deux rives du Bosphore et des Dardanelles. Mais aussitôt une autre question se présente : à qui les confier désormais, ces clefs si précieuses, non seulement pour la Russie, mais, comme elle dit elle-même avec raison, pour tous les Etats d'Europe ?

La réponse à cette question ne satisferait-elle pas doublement les amis de l'ordre, si elle servait également à résoudre une autre difficulté que présente la crise actuelle ? « Que ferez-vous de la Grèce ? » ne cessent de crier ces Turcs en frac et en chapeau rond, qui ne peuvent se consoler de la voir échappée des chaînes du musulman. Est-ce donc un problème insoluble que de rendre à un pays européen sa place en Europe, et à un peuple chrétien son rang dans la société chrétienne ?

« Si la Grèce libre, reprend-on, est trop faible, elle deviendra l'objet de l'ambition de ses voisins ; ou, sous un voile d'indépendance, elle ne sera,

comme les îles Ioniennes, qu'une province annexée aux domaine de quelque puissant protecteur ? »

Un moyen se présente d'obvier à ce double péril, et il est indiqué par les souvenirs que réveille le nom même de la contrée célèbre qui renaît à l'indépendance : que la voix du vainqueur des barbares, unie à celle des deux rois nos alliés, proclame la résurrection de l'empire grec, non pas tel qu'il fut à l'époque de sa splendeur, mais tel qu'il était sous les derniers Paléologues ! Peu puissant en Europe, encore moins puissant en Asie, il le sera néanmoins assez pour être constitué, au nom de l'Europe, gardien des communications de la Méditerranée avec la mer Noire. Les faibles descendants d'"Othman retourneront déployer leurs tentes dans les contrées asiatiques d'où ils sont sortis, et d'où ils ne sortiront plus.

NOTES.

Suivant la coutume des ouvrages du temps, des notes abondantes te minaient le volume. Nous reproduisons ici l'une d'entre cel es qui offrent un intérêt particulier,

(Note 6, page 21)

« Mille préjugés légitimes et respectables semblaient interdire à jamais une alliance entre le Turc et un prince chrétien. Aussi François Ier fut-il très longtemps sans oser avouer ses relations secrètes avec Soliman II; et c'est ce qui fait la difficulté d'en fixer l'époque précise, les historiens étrangers avançant cette époque, et les historiens français s'attachant à la retarder, pour dérober au moins quelques années à la honte de François Ier, car c'est ainsi qu'ils envisagent cette alliance. Les efforts qu'ils font pour l'excuser par les conjonctures, leurs plaintes contre les prétendues calomnies de Charles-Quint, qui accusa hautement son rival d'un pacte odieux à toute la chrétienté, sont autant de condamnations qu'ils prononcent contre cette alliance. Elle était regardée comme *exécrable* et *monstrueuse*. Pour renverser ainsi toutes les barrières qui existaient entre les chrétiens et les musulmans, il fallait, dans le cœur de François Ier, toute la haine qui l'animait contre le plus redoutable de ses ennemis.

« Depuis le temps de saint Louis jusqu'à celui de François Ier, toute l'Europe regarda comme un devoir de suspendre ses querelles pour se réunir contre le Turc, à chaque irruption que faisaient les barbares dans quelque Etat européen. Il fallait sacrifier ses intérêts personnels à la décence publique, rougir d'un allié nécessaire, quelquefois même s'armer contre lui.

« On voit, en effet, avec quelle chaleur François Ier se défendit d'avoir des intelligences avec l'ennemi de la chrétienté, lorsque Soliman II envahit la Hongrie. Il ordonna à son ambassadeur à Rome de déclarer que les cardinaux qui l'en avaient accusé en plein consistoire, en avaient *menti par la gorge.*

« Non content de ces désaveux, François Ier fit proposer au pape une ligue générale contre les mahométans. Enfin, dans une entrevue qu'eut ce prince à Calais, avec Henri VIII, en 1532, il lui fit signer un traité par lequel les deux rois s'engagèrent à rassembler une armée de quatre-vingts mille hommes, *pour obvier aux damnées conspirations et machinations, et résister aux diaboliques efforts et violences du Turc, ancien ennemi et adversaire de notre sainte foi.* » (*Histoire de François Ier*, par Gaillard, livre III.)

Un écrivain contemporain s'exprime en ces termes sur le même sujet :

« Et, en ce même temps, arriva devers le roi un ambassadeur du roi de Hongrie, qui lui demandait alliance de mariage et secours d'argent pour subvenir aux nécessités de son royaume qui, par les guefres passées, avait été grandement détruit. Le roi François lui accorda une bonne somme de deniers, avec ordre et instance, au susdit ambassadeur, de démontrer au roi de Hongrie, son maître, qu'il se donnât de garde sur toutes choses, et quelques guerres qu'on lui fit, de n'invader son ennemi avec le secours et aide du Turc, obstant que s'il le faisait, le roi très chrétien serait contraint de prendre les armes contre lui, sans aucun égard de leur alliance, pour obvier que le Turc, ennemi de notre foi, n'enjambât sur la chrétienté. » (*Mémoires de Martin du Bellay,* livre IV).

Des faits aussi positifs attestent que si François Ier, dans un moment de désespoir et de fureur, conçut l'idée d'une alliance avec la Porte ottomane, jamais il n'osa avouer publiquement.

POST-SCRIPTUM

DU TRADUCTEUR.

L'impression de cet ouvrage et des notes qui l'accompagnent était terminée, lorsqu'une circonstance dont je ne puis trop me féliciter, m'a procuré la communication d'un mémoire inédit, qui est aussi remarquable par l'étendue des connaissances positives que par la hauteur des conceptions.

En voici un extrait fidèle, et aussi détaillé que le temps l'a permis :

« La France est appelée à jouer un grand rôle dans le drame qui se prolonge en Orient. La troisième acte s'ouvre pour elle, et elle peut encore prendre part au dénouement.

« Je place le commencement de l'action à l'arrivée des députés grecs à Paris. Ils venaient offrir la couronne à l'un des jeunes princes, fils de Mgr le duc d'Orléans. Vivement touchée des malheurs des Hellènes et pénétrée des avantages qui devaient en résulter pour la France, S. A. R. n'hésita point. Assurée de la sanction suprême qui devait légitimer ces arrangements, elle se montra disposée à tous les sacrifices nécessaires pour en opérer l'exécution : elle ouvrit ses trésors en

faveur du peuple qui demandait à sa tête un petit-fils d'Henri IV.

« L'émancipation de la Grèce ne tenait alors qu'à la seule volonté de la France. Il eût suffi de se prononcer, pour déterminer la Porte à céder, et les puissances chrétiennes à donner leur assentiment. Quelle longue série de calamités et de crimes eût prévenu cette heureuse résolution !

« Mais, après avoir autorisé le premier prince du sang à traiter, le Conseil des ministres parut s'effrayer des conséquences de ce nouvel ordre de choses. Il ne resta plus à S. A. R. que le regret de n'avoir pu conclure un pacte aussi favorable à nos intérêts nationaux qu'avantageux à l'humanité.

« Le traité du 6 juillet 1827 peut être considéré comme formant la seconde période de la lutte sanglante qui fixe, depuis des années, l'attention de l'Europe.

« La France, qu'indépendamment de sa position géographique, tant de motifs réunis semblaient appeler à prendre les devants, laissa trop entrevoir la détermination de n'agir que conformément aux vues de ses deux alliés.

« L'exécution des mesures convenues devait être aussi prompte qu'elle était facile. On devait, au contraire, se convaincre qu'il n'y avait rien à attendre de vaines négociations. Il suffisait de con-

naître l'esprit et même la foi du vrai musulman, à qui le Coran défend de traiter avec les infidèles du sort d'esclaves pareillement infidèles. Tout s'opposait donc à un arrangement à l'amiable ; et quand il a été dit que la Porte aurait été contrainte de reconnaître un prince français sur le trône de la Grèce, c'est parce que ses principes religieux ne s'opposent pas à ce qu'elle cède devant la force, dont l'action victorieuse se concilie très bien avec la doctrine du fatalisme.

« Les Européens qui eurent occasion de sonder les dispositions du divan, ne tardèrent pas à se convaincre qu'en feignant de prêter l'oreille aux propositions des trois cours alliées, il ne cherchait qu'à gagner du temps et à se préparer une guerre inévitable : le manifeste du sultan ne permit plus le moindre doute à cet égard.

« La Russie, il faut le reconnaître, ne se laissa point abuser un instant par les délais et des subterfuges sans cesse renaissants. Il était évident, pour l'Europe entière, que ses armées passeraient le Pruth au premier signal ; mais il n'était pas moins évident que l'intérêt de ses alliés était de ne point la laisser agir seule : leur lenteur forma néanmoins le plus étonnant contraste avec son activité.

« Le rôle de la France était cependant tout tracé, et il ne demandait point d'efforts extra-

ordinaires : embarquer vingt-cinq à trente mille hommes, arriver de concert avec un nombre à peu près égal de troupes anglaises aux Dardanelles, débarquer six mille hommes dans le golfe de Saros, et autant sur la côte d'Asie, en face de Ténédos ; tourner les châteaux des deux rives, les enlever; faire arriver les flottes et les troupes sous les murs du sérail, tandis que de leur côté les Russes à l'aide de leurs escadres de la mer Noire, arrivaient, par les golfes de Verna et de Burgas, sur Andrinople et la capitale même. L'armée ottomane du Balkan n'en pouvait plus défendre le passage, et elle s'exposait à être prise entre deux feux.

« Enlever les châteaux des Dardanelles est chose facile pour tout militaire qui en a reconnu la position. Ils sont dominés par les hauteurs adjacentes. A l'époque de la signature du traité des trois puissances, ces forts étaient dans un délabrement dont la Turquie seule peut offrir l'exemple.

« Maîtres de deux détroits, les Alliés dictaient la loi au Sultan, et l'empêchaient, en outre, de recevoir le moindre renfort de ses provinces d'Asie, menacées, d'ailleurs, par l'armée russe qui vient de triompher de la Perse.

« Après avoir pris part au succès décisif de l'expédition, la France intervenait, en suivant les

mêmes proportions, dans les arrangements qui devaient suivre la conquête. Elle assurait ses intérêts présents et garantissait ses intérêts à venir.

« Loin de là, le ministère ne montra que de l'hésitation. Il consultait les cabinets alliés, tandis que rien ne s'opposait à ce qu'il leur fît adopter ses propres résolutions, parce qu'elles devaient être dictées par la justice même autant que par un sentiment de dignité nationale.

« La Russie n'a aucun intérêt à empêcher que la France reprenne en Europe le rang qui lui appartient ; on peut même penser qu'elle le verrait avec satisfaction. Dans l'ordre présent des choses, la France est son alliée naturelle, puisqu'il n'y a aucun point de contact entre les deux puissances. Quant à l'Angleterre, elle n'est pas dans une position à mettre obstacle au redressement des griefs légitimes de la France. Ce n'est pas un secret pour quiconque observe sa marche depuis deux ans, et surtout dans la crise où elle se trouve au moment actuel.

« Quant à nous, persisterons-nous à nous enfoncer de plus en plus dans un nullité qui ne convient pas plus à notre caractère national qu'à la masse immense d'éléments de force et de grandeur que le ciel a mise dans la main de nos souverains ?

« De grandes, d'énormes fautes ont été commises ; mais il s'en faut que le mal soit sans remèdes. La France, avec ses richesses, ses flottes, ses troupes et son admirable position géographique, qui lui permet d'être présente partout, est appelée à tenir la balance entre la Russie et l'Angleterre.

« Mais ces puissances mêmes, en apparence si divisées d'intérêts, ne se présente-t-il pas un moyen de calmer leurs jalousies et de concilier leurs prétentions ?

« L'Angleterre, on le conçoit, ne verrait pas sans désespoir les clefs du Bosphore, en un mot le commerce du Levant, entre les mains du colosse russe.

« Mais la Russie, on le conçoit non moins facilement, ne peut se laisser condamner, par le caprice d'un sultan, à une détention humiliante dans la mer Noire, à la ruine et à la mort de ses provinces méridionales.

« Il se présente donc une idée naturelle, une idée qui n'a rien d'alarmant pour aucun peuple, et qui, au contraire, les rassurerait tous. Ces clefs si précieuses et si redoutables du Bosphore et des Dardanelles, que ne les confie-t-on, d'un commun accord, à une puissance inoffensive, et liée par l'intérêt commun, comme par la loi des traités,

et les lois de la civilisation, au reste de la grande famille chrétienne ?

« C'est proposer, en d'autres termes, la résurrection de l'Empire grec, tel qu'il était à l'époque où il s'écroula sous les coups des barbares.

« Ce dénouement est le seul qui satisfasse à toutes les difficultés, qui puisse opérer le rétablissement de l'équilibre. Il y aurait de belles provinces à partager sur les bords du Danube inférieur ; et, par contre-coup, il y en aurait aussi sur le Rhin !... »

P. THÉVOZ, IMP., PARIS

00102506

Digitized with financial assistance from

H T Parekh
FOUNDATION

An Initiative by
HDFC
WITH YOU, RIGHT THROUGH

on 27 November, 2018